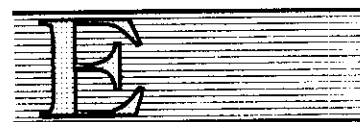




NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : LIMITEE

E/ECA/DISD/CODI.1/16
21 juin 1999

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Comité de l'information
Pour le développement (CODI°)

Addis-Abeba (Ethiopie)
28 juin - 2 juillet 1999

RAPPORT D'ACTIVITE DU COMITE DE COORDINATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE EN AFRIQUE AVRIL 1996 - AVRIL 1999

TABLE DES MATIERES**Paragraphe****Résumé**

I.	Introduction	1-2
II.	Evolution de la structure du CASD	3-6
III.	Activités durant la période 1996-1999	7-27
	a) Restructuration du CASD en 1996	7-13
	b) Consultation des équipes spéciales du CASD	14-17
	c) Mise en place des équipes spéciales du CASD	18-20
	d) L'avenir du CASD et son programme de travail	21
	e) Rotation des membres du CASD	22
	f) Création de la catégorie des membres observateurs	23-24
	g) Première réunion du Comité de l'information pour le développement	25
	h) Ateliers et exposés	26
	i) Neuvième réunion du CASD	27
IV.	Réalisations du CASD	28-42
V.	Conclusions	43-48
VI.	Action à mener par le sous-comité de la statistique	49

RESUME

Le Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique (CASD) a été créé en 1992 à la suite d'une recommandation figurant dans la Stratégie pour la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90. La création du CASD a été considérée comme étant le premier pas dans l'exécution du Plan d'action et le CASD a joué le rôle d'un comité technique qui aide la CEA à s'acquitter de ses responsabilités dans le cadre du suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba. De plus, en assurant le secrétariat du CASD, la CEA a facilité l'organisation des réunions du CASD, coordonné les activités de suivi des réunions et diffusé les rapports de réunions, les publications, les bulletins du CASD etc.

Depuis 1996, le Comité a exécuté les activités suivantes : restructuration du Comité, formation et mise en place des équipes spéciales, rotation des membres du CASD ; création de la catégorie des membres observateurs du CASD, introduction d'ateliers et d'exposés dans le cadre de ses réunions annuelles, et plus récemment, organisation de la neuvième réunion. Le Comité a passé en revue son programme de travail, examiné l'avenir du CASD, les réalisations du CASD et débattu de la première réunion du CODI. Le Comité a révisé son mandat en conséquence afin de refléter les changements en cours dans sa structure et sa composition et a récemment approuvé la quatrième révision.

Au fil des ans, la structure du CASD a subi des modifications; au début, pour être plus efficace le CASD a constitué des sous-comités pour traiter des domaines spécifiques intéressant le développement de la statistique africaine : traitement de données (Statistics Sweden) ; organisation et gestion des systèmes nationaux de statistique (Banque mondiale et CEA) ; formation (Office de statistique des communautés européennes – EUROSTAT) et l'Overseas Development Administration du Royaume-Uni (ODA) devenu maintenant le Département pour le développement international (DFID) ; et recherche, méthodes et normes (Division de la statistique de l'ONU). Le second changement dans la structure du CASD est intervenu en 1996 lorsque le CASD a été reconstitué pour devenir un comité de 19 membres reposant sur des équipes spéciales chargées d'exécuter des tâches spécifiques. Cinq équipes spéciales ont été initialement constituées : Connectivité pour les statistiques (animateur : CEA); suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba (Animateur : CEA) ; renforcement du Programme de formation statistique pour l'Afrique (Animateur : Institute of Statistics and Applied Economics, Makerere University) ; services et bibliothèques nationaux et régionaux de micro-données, notamment pour le projet pilote sur la pauvreté et la disparité entre les sexes (Animateur Banque mondiale) ; et le projet pilote CLDB (Animateur : Banque mondiale). En 1998, le Comité a été élargi à 30 membres avec la création de la catégorie des membres observateurs. Les deux équipes spéciales dirigées par la Banque mondiale ont été fusionnées et le Comité a approuvé la création d'une équipe spéciale supplémentaire sur un traitement différentiel des femmes dans les comptes nationaux.

Le sous-comité de la statistique du CODI est invité à faire des observations et des propositions sur les progrès accomplis par le Comité et à donner des directives pour de futures actions à la lumière du présent rapport d'activité en se référant particulièrement à ce qui suit :

- a) la réalisation d'une deuxième évaluation du CASD dont l'objectif serait de déterminer l'impact et l'efficacité du Comité au cours de ses années d'existence et de faire, au besoin des recommandations pour les activités futures ;
- b) la participation active des services nationaux de statistique au travail des équipes spéciales du CASD et la pertinence des sujets choisis pour les équipes spéciales ; et
- c) l'avenir du CASD, en particulier compte tenu de l'évolution des besoins et des enjeux liés au développement de la statistique au XXI^e siècle.

I. INTRODUCTION

1. Le Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique (CASD) a été créé en 1992 et cette création constituait le premier pas dans la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90. Les statisticiens africains ont élaboré le Plan d'action d'Addis-Abeba lors de la sixième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et spécialistes de la population et des sciences de l'information africains en mars 1990. La Conférence des ministres de la CEA a adopté le Plan d'action en mai 1990.

2. La création du CASD fait suite à la recommandation figurant dans la Stratégie pour la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba. La Conférence des ministres de la CEA a adopté la Stratégie en avril 1992. La Stratégie a recommandé la constitution d'un comité interinstitutions des principaux acteurs internationaux et d'un certain nombre de donateurs s'intéressant au développement de la statistique pour exécuter certaines tâches, à savoir l'examen périodique des progrès enregistrés par les divers pays, le suivi de la mise en oeuvre de la Stratégie etc. Ce comité interinstitutions a été rebaptisé Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique (CASD) lors de sa première réunion tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 6 au 8 mars 1992.

II. EVOLUTION DE LA STRUCTURE DU CASD

3. Au fil des ans, la structure du CASD a subi des modifications, en particulier dans sa composition. A l'origine, la composition du CASD n'était pas fixe et dépendait beaucoup des organismes qui pouvaient participer à ses activités. Les pays africains étaient représentés par le bureau du Comité de la statistique de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et spécialistes de la population et des sciences de l'information africains. Pour plus d'efficacité, le CASD a constitué des sous-comités chargés de s'occuper de domaines spécifiques en ce qui concerne le développement de la statistique en Afrique. Quatre sous-comités ont été ainsi constitués : traitement de données (animé par Statistics Sweden) ; organisation et gestion des systèmes nationaux de statistique (animé par la Banque mondiale et la CEA) ; formation (animé par l'Office de statistique des communautés européennes-EUROSTAT-et l'Overseas Development Administration du Royaume-Uni, devenu Département pour le développement international (DFID) ; et recherche, méthodes et normes (animé par la Division de la statistique de l'ONU). La composition des sous-comités est flexible. C'était la première reconstitution du CASD.

4. En 1996, à la suite d'une évaluation du CASD, les quatre sous-comités ont été dissous afin de constituer un comité de 19 membres reposant sur des équipes spéciales chargées d'exécuter des tâches spécifiques. C'était la deuxième reconstitution du CASD. Il a été décidé que le travail des équipes spéciales du CASD ne serait pas effectué par les seuls membres du CASD, mais aussi par des non membres connus ou qui seraient volontaires pour participer au travail des équipes spéciales. A sa sixième réunion tenue en mars 1996, le Comité a invité le secrétariat du CASD à identifier des tâches spécifiques qui pourraient être adoptées par le Comité et incorporées dans son programme de travail.

5. Durant la huitième réunion du CASD tenue en mai 1998, le Comité a été encore recomposé pour la troisième fois en six ans et il a été élargi. En outre, le Comité a également approuvé l'élection de membres observateurs, au nombre de 10.

6. De ce qui précède, on peut décrire le CASD comme un comité technique d'experts statisticiens africains, composé des Etats membres de la CEA et des centres participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA), et de ses partenaires comprenant des organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux, africains et non africains engagés dans le développement de la statistique en Afrique. Le Comité est un organe de coordination pour les activités de développement de la statistique en Afrique. La CEA est membre du CASD tout en assurant son secrétariat.

III. ACTIVITES DURANT LA PERIODE 1996-1999

a) Restructuration du CASD en 1996

7. Il a été déjà fait mention de l'évaluation du CASD effectuée en 1996. Toutefois, il est important d'indiquer que cette évaluation devait être mieux conduite par les membres des sous-comités du CASD sous forme d'auto-évaluation. Cela s'est fait grâce à des réunions convoquées par les sous-comités. Les sous-comités chargés de la formation et de l'organisation et de la gestion des systèmes nationaux de statistique ont effectué leur évaluation durant leur réunion conjointe tenue au bureau de la Banque mondiale à Paris (France), les 15 et 16 janvier 1996. Le sous-comité chargé de la recherche, des méthodes et des normes a réalisé son évaluation lors de sa troisième réunion tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en mars 1996. Le sous-comité pour le traitement des données a effectué son évaluation durant sa réunion tenue le 8 mars 1996 à Addis-Abeba (Ethiopie).

8. Durant la sixième réunion du Comité, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Rapport soumis au CASD par le secrétariat » et compte tenu des résultats des évaluations effectuées par les sous-comités, le Comité a décidé de maintenir l'objectif général du CASD, s'est dit préoccupé de la grande importance accordée à l'aide des donateurs en faveur du CASD et souligné la nécessité d'un dialogue et d'une interaction plus poussés entre les bureaux nationaux ou centraux de statistique et le CASD afin de promouvoir une participation nationale plus active dans le développement de la statistique en Afrique.

9. Le Comité a décidé de se restructurer en un comité – le CASD principal – et de dissoudre les sous-comités du CASD sur la formation, la recherche, les méthodes et les normes ; le traitement des données ; et l'organisation et la gestion des systèmes nationaux de statistique. Le Comité a décidé que désormais son travail devait reposer sur les équipes spéciales qui exécuteraient des tâches spécifiques. Il a été décidé que la composition des équipes spéciales ne se limiterait pas aux seuls membres du CASD. Il a également été décidé que les équipes spéciales seraient abolies dès l'achèvement des tâches assignées.

10. A sa sixième réunion, le Comité a mis en place sa première équipe spéciale dont le mandat consistait à élaborer les termes de référence du nouveau CASD. Les membres de cette équipe spéciale étaient : EUROSTAT, le Nigéria, le Président du CASD (Cameroun), AFRISTAT, DFID (l'ancien ODA), la Banque mondiale et la CEA.

11. L'équipe spéciale a élaboré les termes de référence et les a soumis au Comité. Ont été élus au CASD neuf (9) Etats membres de la CEA en tenant compte d'un équilibre géographique et linguistique, du niveau du développement statistique ainsi que d'un degré élevé d'autonomie concernant les activités statistiques. Il s'agit des Etats suivants : Maroc, Burkina Faso, Nigéria, Cameroun, Ethiopie, Madagascar, Afrique du Sud, Ouganda et Mozambique. En outre deux centres régionaux de formation statistique participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) ont été élus : l'Ecole nationale supérieure de statistiques et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan (Côte d'Ivoire) ; et l'Institute of Statistics and Applied Economics (ISAE) de l'Université de Makerere, Kampala (Ouganda). Les huit membres représentant des institutions et des donateurs bilatéraux et multilatéraux africains et non africains suivants ont été élus au Comité : EUROSTAT, DFID, Statistics Sweden, Banque mondiale, Division de la statistique de l'ONU, INSEE, AFRISTAT et Bureau of the Census des Etats-Unis.

12. A la suite de la constitution du nouveau Comité, il a été décidé de tenir sa réunion inaugurale le 13 mars 1996. Le Comité a approuvé, à l'unanimité, la nécessité d'avoir un CASD fort et efficace. Lors de cette réunion, il a été convenu que des tâches spécifiques seraient identifiées dans le cadre des objectifs généraux du CASD et que le Comité accorderait la priorité à la création des équipes spéciales.

13. Le secrétariat du CASD a été chargé d'identifier, dans le cadre de l'objectif général du CASD, certaines tâches spécifiques qui pourraient être réalisées par les équipes spéciales et de soumettre des propositions à sa septième réunion. Parallèlement, le secrétariat du CASD a été invité à collecter des informations sur les activités statistiques menées dans les pays africains. Le secrétariat du CASD a également été invité à examiner la possibilité de connecter les membres à Internet afin d'établir un noyau pour la connectivité de tous les bureaux nationaux ou centraux de statistique en Afrique.

b) Constitution des équipes spéciales du CASD

14. Durant la période d'avril 1996 à mai 1997, le secrétariat du CASD s'est préoccupé de la constitution du nouveau Comité, de l'identification des tâches et des équipes spéciales pour présentation à la septième réunion du CASD et de la mobilisation de ressources pour les activités du CASD. Cette période a coïncidé avec la formulation de la nouvelle perspective de la CEA et la restructuration du secrétariat de la CEA.

15. Les propositions du secrétariat concernant les équipes spéciales ont tenu compte du travail inachevé des sous-comités du CASD, des discussions organisées et des propositions faites par les membres du CASD lors de la sixième réunion. Les cinq équipes spéciales suivantes ont été retenues par la septième réunion du Comité : Equipe spéciale 1 : Connectivité pour les statistiques ; Equipe spéciale 2 : Suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba ; Equipe spéciale 3 : Renforcement des centres participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) ; Equipe spéciale 4 : Services et bibliothèque de micro données aux niveaux national et régional, notamment pour le projet pilote sur le suivi de la pauvreté et des disparités entre les sexes ; et Equipe spéciale 5 : Projet pilote sur une base de données interactive nationale (CLDB). On a affecté à chaque équipe spéciale un responsable et des adjoints. On a également fixé les objectifs, les résultats et la durée prévus des équipes spéciales.

16. Lors de la septième réunion, la question de la mobilisation des ressources pour les activités du CASD a été longuement débattue. Il a été noté que le CASD ne disposait pas de ressources suffisantes pour faire face efficacement à certains de ses objectifs généraux. Le Comité a noté que la mobilisation des ressources était cruciale afin de permettre au CASD de réaliser les objectifs qu'il a lui-même fixés. La nécessité d'établir rigoureusement les besoins en ressources pour les diverses activités à mener a été soulignée.

17. Au moment où se tenait cette réunion, le secrétariat du CASD avait déjà lancé, en mars 1977, l'enquête régionale sur les activités statistiques dont la réalisation avait été demandée lors de la sixième réunion.

c) Mise en place des équipes spéciales du CASD

18. La mise en place des équipes spéciales a absorbé le CASD durant la période allant de mai 1997 à mai 1998.

19. Durant la huitième réunion du CASD, le coordonnateur de chaque équipe spéciale a présenté un rapport sur les activités, les réalisations et l'avenir de son équipe spéciale. Le Comité a examiné les rapports, pris note des réalisations et encouragé les équipes spéciales à poursuivre leur travail en faisant des suggestions dans un certain nombre de cas. A l'exception des équipes spéciales 4 et 5 qui ont été fusionnés en une seule nouvelle équipe spéciale 4 intitulée : « Bases de données et banques de données » ; le reste n'a pas subi de modifications. Toutes les équipes spéciales devaient continuer et entamer leur deuxième année.

20. A la huitième réunion du CASD, on a présenté une nouvelle équipe spéciale intitulée « Les activités des femmes dans la comptabilité nationale ». Cette équipe spéciale était née lors de la Conférence sur « les femmes africaines et le développement économique : Investir dans notre avenir » qui a été organisée par la CEA du 28 avril au 1er mai 1998 dans le cadre de la célébration du quarantième anniversaire de la Commission. Le Comité a accepté l'introduction d'une équipe spéciale supplémentaire. Durant la période allant de mai 1998 à juin 1999, on a commencé à mettre en oeuvre les activités de l'équipe spéciale.

d) L'avenir du CASD et son programme de travail

21. Lors de la huitième réunion du CASD, l'avenir du CASD a été abordé et un certain nombre de recommandations ont été faites. Le Comité a recommandé que le CASD contribue aux activités liées au recensement de la population et de l'habitat de la série 2000 ; le Plan d'action d'Addis-Abeba et la Stratégie pour sa mise en oeuvre étaient toujours valables et devraient être adoptées pour les années à venir, en tenant compte des

nouveaux besoins ; la recherche dans le domaine des méthodes et des normes était importante et une attention particulière devrait lui être accordée ; et la DISD devrait continuer ses activités de mobilisation des ressources. Le Comité a souligné que les équipes spéciales étaient des instruments opérationnels efficaces du CASD restructuré et que l'efficacité sur le plan opérationnel du CASD devrait être renforcée et son rôle mis en relief.

e) Rotation des membres du CASD

22. Conformément au mandat du CASD, les membres devraient être renouvelés tous les deux ans. La première période de deux ans du nouveau Comité s'est achevée et le CASD a approuvé que le nombre des Etats membres de la CEA soit porté à dix, en tenant compte de la répartition des pays selon les nouvelles sous-régions de la CEA. S'agissant des autres catégories, à savoir les centres régionaux de formation participant au PFSA et les organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux africains et non africains, leur nombre a été maintenu. La nouvelle liste des membres qui a été approuvée pour la période allant de mai 1998 à mai 2000 est la suivante :

Etats membres de la CEA : Mauritanie, Nigéria, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, République centrafricaine, Ouganda, Ethiopie, République démocratique du Congo, Afrique du Sud et Angola.

Centres régionaux de formation statistique participant au PFSA : Institute of Statistics and Applied Economics (ISAE), Université de Makerere University ; Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA), Abidjan (Côte d'Ivoire).

Organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux africains et non africains : Banque africaine de développement (BAD), Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), Office de statistique des communautés européennes (EUROSTAT), Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni, Bureau of the census (International programs Center) des Etats-Unis, Banque mondiale, Division de la statistique de l'ONU et Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

f) Création de la catégorie des membres observateurs

23. A la demande du Comité, la CEA a réalisé une étude sur la création de la catégorie des membres observateurs du CASD. La CEA a fait au Comité des propositions concrètes sur l'introduction de cette catégorie de membres. Après des discussions, le Comité a retenu la proposition du secrétariat du CASD et créé la catégorie des membres observateurs auprès du CASD qui comprendrait des organismes et donateurs africains et non africains. Le Comité a accepté de compter jusqu'à 10 membres observateurs. Une liste initiale de six membres a été arrêtée. Le secrétariat a été invité à identifier quatre membres supplémentaires de cette catégorie.

24. La liste initiale des membres observateurs est la suivante : Marché commun des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) ; Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; Fonds monétaire international (FMI) ; Organisation de l'unité africaine (OUA) ; Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Le secrétariat a identifié les quatre membres suivants : Coopération Est-africaine (EAC) ; Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ; Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Yaoundé (Cameroun) ; et Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Dakar (Sénégal).

g) Première réunion du Comité de l'information pour le développement

25. Les membres du CASD ont débattu de la première réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI) : la genèse, la composition et la place du CODI dans la nouvelle structure de la Commission. Le Comité a été invité à se pencher sur les questions intéressant le CASD et l'ordre du jour provisoire du sous-comité de la statistique du CODI. Cette réunion qui était initialement prévue en novembre 1998, a été renvoyée à la période du 28 juin au 2 juillet 1999.

h) Ateliers et exposés

26. Au titre de l'acquisition de connaissances durant les réunions du CASD, il a été décidé de porter la durée de la huitième réunion à trois (3) jours pour consacrer une journée à de brefs exposés et ateliers. Les ateliers suivants ont été organisés : atelier sur les bases de données et les banques de données (Banque mondiale) ; atelier sur l'utilisation d'Internet pour combler le déficit en matière d'information (CEA) ; exposé sur les pratiques les plus performantes pour l'élaboration de plans de développement de la statistique (CEA) ; et exposé sur l'évaluation des progrès enregistrés pour la réalisation des objectifs de développement international (DFID).

i) Neuvième réunion du CASD

27. La neuvième réunion du CASD s'est tenue les 24 et 25 juin 1999. Le Président du CASD présentera les conclusions et recommandations de la réunion. Ces recommandations et conclusions sont présentées dans le document ECA/DISD/CASD.9/99.10.

IV. REALISATIONS DU CASD

28. Le CASD a fait des progrès importants pour la mise en oeuvre de ses activités. Dans la formulation du mandat du CASD, six objectifs ont été fixés. Les progrès accomplis au titre de chacun des objectifs montrent les réalisations du CASD depuis sa création.

Premier objectif : Evaluer régulièrement les progrès d'ensemble accomplis par les pays africains dans la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90

29. Des données de base sur l'état de développement de la statistique ont été obtenues à partir d'études sur la capacité statistique effectuées par la CEA dans 32 pays africains durant la période 1988-1999. Ces études ont clairement montré que les statistiques africaines souffraient d'une mauvaise gestion, d'un financement insuffisant, de l'irrégularité dans la fourniture des produits, de la qualité médiocre des données produites et de l'incapacité à répondre rapidement aux besoins en données. Une stratégie pour la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba a été élaborée et adoptée par la Conférence des ministres en mars 1992. Cette stratégie a, au fil des ans, été largement utilisée aussi bien par les donateurs et les Etats membres que par les institutions universitaires et de recherche pour planifier le développement de la statistique en Afrique, en particulier pour les descriptifs de projets et les programmes de travail pour les activités statistiques dans la région par la CEA, les organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux.

30. Plusieurs rapports techniques ont été élaborés pour aider à évaluer les progrès enregistrés dans la mise en oeuvre du Plan d'action. On trouvera ci-dessous les rapports élaborés par la CEA et les autres organismes :

- i) Directives pour l'évaluation des besoins (CEA, 1994) ;
- ii) Evaluation et planification des besoins en matière statistique : un examen des méthodes et des pratiques en vigueur (Banque mondiale) ;
- iii) Cadre pour le suivi du développement de la statistique en Afrique (CEA, 1995) ;
- iv) Evaluation des besoins en matière statistique et stratégie de développement : l'expérience africaine (CEA, 1996) ;
- v) Rapport sur l'enquête sous-régionale en matière d'organisation et de formation statistiques (CEA, 1996) ;
- vi) Pratiques les plus performantes pour l'élaboration de plans de développement statistique (CEA, 1997)
- vii) Rapport sur la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90 aux niveaux régional, sous-régional et national : Enquête sur le développement de la statistique dans les pays africains, 1997 (CEA, 1999) ;
- viii) Répertoire des activités statistiques dans les pays africains, 1997 (CEA, 1999).

31. Les rapports techniques ont montré que le CASD avait continué à mettre l'accent sur ses objectifs et avait mené des actions pour réaliser ces objectifs. A la CEA, le poste de Conseiller régional pour l'organisation et la gestion des systèmes nationaux de statistique a été créé. De plus, la Banque mondiale, le Département du développement international (Royaume-Uni) et d'autres organismes avaient soutenu plusieurs pays africains dans l'exécution d'enquêtes sur l'évaluation des besoins, qui ont conduit à la formulation de plans nationaux pour le développement de la statistique. Ces plans ont été très utiles au dialogue entre les Etats membres et les organismes bilatéraux/multilatéraux.

Deuxième objectif : Faciliter, avec les moyens à sa disposition, la mise en oeuvre d'actions coordonnées visant à harmoniser les systèmes et les méthodologies statistiques ; cette mise en oeuvre sera principalement du ressort des institutions nationales et régionales africaines, mais devraient obtenir l'appui des organismes bilatéraux et multilatéraux dans la mesure où ces actions font partie du programme de travail approuvé

32. Des réalisations appréciables ont été faites par les institutions régionales pour faciliter la coordination des actions en vue de l'harmonisation des systèmes et des méthodologies statistiques. La CEA a activement poursuivi la mise en oeuvre du nouveau système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993) dans la région. Une évaluation des événements marquants de la mise en oeuvre du SCN 1993 en Afrique a été effectuée. La CEA a organisé plusieurs ateliers de formation, certains conjointement avec la Division de la statistique de l'ONU, à l'intention d'experts africains dans le domaine de la comptabilité nationale et un certain nombre de pays comme le Zimbabwe, le Ghana, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont commencé la mise en oeuvre du SCN 1993 et plusieurs autres pays envisagent des actions similaires.

33. AFRISTAT a oeuvré régulièrement à l'amélioration des méthodologies pour les statistiques du secteur informel, à la mise en oeuvre du SCN 1993 et à l'harmonisation des méthodologies. Dans le domaine de l'environnement et de la comptabilité de l'environnement et des bases de données, des mesures ont été prises par la CEA pour organiser certains ateliers régionaux. Concernant l'amélioration de la qualité des statistiques africaines, la CEA s'y est attachée, grâce à un séminaire organisé en décembre 1998.

34. Une bonne coordination des actions n'est possible que si tous les membres du CASD participent aux réunions, échangent des informations et planifient ensemble. Grâce à sa restructuration, le CASD a porté le nombre de ses membres à 30 durant sa huitième réunion tenue en 1998. Cet accroissement a concerné aussi bien les Etats membres de la CEA que les organisations régionales et sous-régionales afin de promouvoir sensiblement la mise en oeuvre d'actions coordonnées.

Troisième objectif : Créer des mécanismes pour un échange continu d'information entre les gouvernements africains, les organismes nationaux, les organisations régionales et sous-régionales et les organismes bilatéraux et multilatéraux ; le secrétariat du CASD assurera la diffusion de l'information à tous les acteurs

35. Les progrès technologiques ont favorisé l'échange continu d'informations. Outre la distribution de documents imprimés par des envois postaux, la télécopie, le courrier électronique et le site Web du CASD ont favorisé la diffusion de l'information.

36. Une équipe spéciale sur la connectivité pour les statistiques qui a été mise en place lors de la septième réunion du CASD pour promouvoir et établir la connectivité entre les membres du CASD et ensuite avec tous les autres pays de la région a abouti à l'élaboration d'un répertoire Internet du CASD qui est révisé de façon continue. Un bulletin statistique/Bulletin du CASD existe depuis 1988 et la troisième édition est actuellement en préparation. L'ensemble des publications, des bulletins et des rapports de réunions est présenté sur le site Web du CASD.

Quatrième objectif : Identifier les thèmes spécifiques sur lesquels des efforts particuliers pourraient être déployés par les acteurs concernés et proposer, en conséquence, des directives à toutes les parties

37. La célébration annuelle de la Journée africaine de la statistique le 18 novembre a fait prendre conscience du rôle important de la statistique dans la vie de tous les jours. Chaque année le secrétariat identifie un thème sur lequel l'attention sera centrée.

Cinquième objectif : Informer le Comité de l'information pour le développement (CODI) – précédemment Conférence commune des planificateurs, statisticiens et spécialistes de la population et de l'information africains – des progrès enregistrés dans les divers aspects relatifs au Plan d'action d'Addis-Abeba

38. Il s'agit du quatrième rapport établi par la CEA pour réaliser cet objectif. Il permet au CODI d'informer la Conférence des ministres de la CEA grâce à ses rapports. Il permet également aux statisticiens africains d'être informés et de faire des observations sur l'orientation et les réalisations du CASD.

39. Des rapports intérimaires distincts sur la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba ont été élaborés par la CEA et présentés à la Conférence des ministres de la CEA en 1992 et 1994.

Sixième objectif : Effectuer une évaluation régulière de ses propres activités

40. Le Comité a effectué une évaluation régulière de ses propres activités, qui a entraîné la restructuration du Comité et son fonctionnement. La première évaluation importante du CASD et de ses activités a été réalisée en 1996 par le CASD lui-même. Cette évaluation a conduit à l'abolition des sous-comités du CASD et à la création des équipes spéciales du CASD.

41. La structure du CASD a été révisée périodiquement et l'évaluation de 1998 a entraîné l'accroissement du nombre des membres qui est passé de 19 à 30 et l'introduction d'une nouvelle catégorie de « membres observateurs ».

42. Ces évaluations ont conduit à la révision du mandat qui en est maintenant à sa quatrième révision.

V. CONCLUSIONS

43. Le CASD a maintenant sept ans et semble avoir rempli son mandat s'agissant des objectifs qui lui ont été fixés dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba. Dans l'ensemble, le CASD a contribué de façon notable au développement de la statistique africaine et a aidé la CEA à s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba.

44. Le CASD a mis en contact plusieurs acteurs concernés par le développement de la statistique en Afrique : Etats membres de la CEA, centres participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA), organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux. Toutefois, le CASD n'a pas pleinement exploité les potentialités pour renforcer les activités des différents acteurs. Pour que sa réussite soit assurée, le développement de la statistique en Afrique requiert la coordination des activités des principaux acteurs.

45. La première évaluation du CASD qui a été effectuée en 1996 par les sous-comités du CASD a conclu que « le Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique restait pertinent et, partant le CASD qui tenait son mandat du Plan d'action avait un rôle à jouer; toutefois, le fait de savoir dans quelle mesure le CASD suivait, facilitait, mettait en oeuvre et évaluait le Plan devait faire l'objet de nouvelles discussions ».

46. Le défi lancé au CASD demeure redoutable : comment coordonner efficacement et systématiquement la contribution de tous les acteurs et renforcer leur rôle grâce à un plan stratégique pour le développement de la statistique en Afrique.

47. Au fil des ans, la CEA qui assure le secrétariat du CASD a facilité l'organisation et le déroulement de neuf réunions du CASD. Elle a coordonné les activités postérieures aux réunions et a diffusé les rapports, les publications et le bulletin statistique du CASD. En outre, la CEA a suivi la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba par le biais de divers mécanismes et études.

48. Durant la période 1997-1999, le CASD a mis en place cinq équipes spéciales.

VI. ACTION A MENER PAR LE SOUS-COMITE DE LA STATISTIQUE

49. Le sous-comité de la statistique est invité à faire des observations et des suggestions sur le rapport intérimaire du CASD et à fournir des directives pour les actions futures à la lumière du présent rapport, avec un accent particulier sur les points suivants :

- a) Réalisation d'une deuxième évaluation du CASD dont l'objectif serait de déterminer l'impact et l'efficacité du Comité durant ses années d'existence et de faire, au besoin, des recommandations sur les activités futures ;
- b) La participation active des services nationaux de statistique au travail des équipes spéciales du CASD et la pertinence des thèmes choisis pour les équipes spéciales ;
- c) L'avenir du CASD, en particulier eu égard à l'évolution des besoins et aux enjeux du développement de la statistique au XXI^e siècle.